



Apple und Samsung schließen Teilfrieden

Die Smartphone-Marktführer beenden Patentkrieg außerhalb der USA. Seite 36

HypoVereinsbank: 1 500 Stellen werden gestrichen

Tochter der italienischen Unicredit reagiert damit auch auf geändertes Kundenverhalten. Seite 38



Indextranche kommt Anfang 2015

Luxemburg. Die Inflationsrate wird in diesem Jahr voraussichtlich bei 0,9 Prozent liegen. Die nächste Indextranche dürfte aufgrund der Erhöhung der Mehrwertsteuer im ersten Quartal 2015 fällig werden. Sollten die Erdölpreise im nächsten Jahr sinken, könnte die nächste Indextranche erst im zweiten Quartal 2015 fällig werden. Davon geht das Statistikamt Statec in seinen letzten Berechnungen aus. In ihrer letzten Vorhersage vom Mai waren die Statistiker noch von einer Inflationsrate von 1,0 Prozent für dieses Jahr ausgegangen. Den Wert für 2015 - 2,2 Prozent - haben sie am Mittwoch bestätigt. Die Erhöhung der Mehrwertsteuer von 15 auf 17 Prozent zum 1. Januar wird sich auf die Inflation auswirken. Demnach wird von einem TVA-bedingten Anstieg der Teuerungspunkten ausgegangen. (ks)

ArcelorMittal erzielt 3,5 Milliarden Dollar Gewinn

Luxemburg. Laut Pressemitteilung hat der in Luxemburg ansässige weltweit größte Stahlkonzern ArcelorMittal im vergangenen Semester einen Umsatz in Höhe von 40,5 Milliarden Dollar erwirtschaftet. Der Gewinn vor Zinsen, Steuern und Abschreibungen (Ebitda) beläuft sich auf rund 3,5 Milliarden Dollar, das operative Ergebnis auf 1,5 Milliarden Dollar. Der Stahlkonzern zählt weltweit etwa 230 000 Mitarbeiter. Konzernchef Lakshmi Mittal geht davon aus, dass die Nachfrage nach Stahl sowohl im europäischen als auch US-Markt steigen wird. (C.)

Tango bietet 4G auch im Ausland an

Bartrigen. Im umkämpften Mobilfunkmarkt erweitert Tango sein Angebot. Der luxemburgische Mobilfunkbetreiber erlaubt seinen Kunden mit Smartphone Vertrag nun auch im Ausland in 4G-Geschwindigkeit zu surfen. Laut Pressemitteilung gelte dies für zunächst 20 Länder, das erste davon sei Belgien. Weitere Länder in Europa sind Portugal, Spanien, Deutschland, Italien, Niederlande, England, Griechenland und Rumänien. (C.)

Apateq will in nordamerikanischen Markt

Luxemburg. Der luxemburgische Wasser- und Abwasseraufbereitungsspezialist Apateq kündigt ein sechsmonatiges Programm zur Lagerstättenwasseraufbereitung mit seinem Öl-Wasser-Trennsystem „OilPaq“ in Nordamerika an. Die Vor-Ort-Behandlung beginnt im September auf Öl- und Gasfeldern in Kansas und Texas und endet im Frühjahr in Alberta. Ziel sei, in den nordamerikanischen Markt einzutreten. (C.)

Sanctions internationales contre les intérêts russes

Trop tôt pour mesurer l'impact

Trois banques russes et une société de gestion travaillent à Luxembourg

PAR THIERRY LABRO

Les sanctions internationales contre la Russie auront-elles une influence notable sur l'économie luxembourgeoise, et en particulier sur sa place financière? Difficile à dire encore mais deux des quatre entités russes présentes au Luxembourg sont des filiales de Gazprombank, qui figure sur la liste des cinq établissements sanctionnés par l'Union européenne fin juillet. «Et sont concernées comme leur maison-mère», dit un porte-parole du Conseil des ministres de l'UE.

«La place financière ne va pas s'écrouler à cause de ces sanctions. Même si la place est une plaque tournante importante par rapport aux contacts avec la Russie, au même titre que d'autres places européennes comme Londres, son élan ne va pas être brisé par ces sanctions», indiquait lundi, le ministre des Affaires étrangères, Jean Asselborn, à nos confrères du Quotidien.

Certes. Mais la décision adoptée jeudi par le Conseil européen des ministres, outre le matériel à vocation militaire et dans le domaine du pétrole et du gaz, concerne aussi les établissements financiers contrôlés à plus de 50% par l'Etat, en Russie ou même en dehors de l'Union européenne ou encore agissant pour le compte d'une des deux premières catégories, et les instruments financiers émis depuis le 1^{er} août.

Trois banques et une société de gestion à Luxembourg

Les cinq établissements concernés directement, qui figurent dans la troisième annexe, sont la Sberbank, la VTB Bank, la Gazprombank, la Vnesheconombank et la Rosselkhozbank. Ainsi que leurs filiales européennes, indique un porte-parole du conseil des ministres de l'Union européenne. «L'interdiction est similaire à celle de la maison mère», écrit-il.

Déjà installée depuis 2007 à Luxembourg, où elle a le statut de partenaire du secteur financier, la GPB - pour Gazprombank - asset management, a vu l'arrivée de la GPB International, le 10 juillet 2013, une banque russe à laquelle la Commission de surveillance du secteur financier a donné une licence bancaire en octobre dernier. Toutes les deux sont des filiales de la banque russe qui figure sur la liste.

Si ces deux sociétés n'ont pas tenu à s'exprimer, la cheffe du département marketing et relations publiques de East-West United Bank, Anna Radishevskaja, faisait le tour des rédactions, mardi pour expliquer que sa banque installée



La mobilisation des opinions publiques a amené les hommes politiques, au Luxembourg comme ici, en Europe et ailleurs, à durcir les sanctions qu'ils avaient commencé à prendre contre la Russie. (PHOTO: TANIA FELLER)

«Aujourd'hui, avoir un rendez-vous avec le Premier ministre luxembourgeois ne prend que quinze minutes! Il est facile d'acheter une société. Et le seul vrai problème reste de savoir quoi en faire...»

Vladimir Evtushenkov, Sistema

à Luxembourg depuis 40 ans, n'était pas concernée par les sanctions.

«Nous ne sommes pas une banque publique et les sanctions ne concernent que celles qui ont une majorité de capital public. Nous appliquons scrupuleusement les règles de la CSSF et des autorités internationales. Mais évidemment, il peut y avoir confusion».

Cette troisième banque, au conseil d'administration luxembourgeois de laquelle on retrouve l'ancien ministre Jeannot Krecké depuis le 28 février 2013, appartient

pour deux tiers à MTS Bank et l'autre à Sistema, la société aux multiples casquettes de l'oligarque russe Vladimir Evtushenkov (qui possède 64,18% des parts de Sistema). Dans cette dernière aussi M. Krecké siège au conseil d'administration depuis le 30 juin 2012, six mois après avoir quitté ses fonctions de ministre.

180^e fortune mondiale avec 7,6 milliards de dollars selon le magazine Forbes, le Russe, self made man qui a revendu ses 49% de Rosneft à son fondateur en juillet 2013 pour 1,2 milliard de dollars, était de ceux qui se «félicitaient» de la crise économique de 2008. Dans une interview au New York Times, en 2012, il se remarquait la soudaine popularité des Russes en Europe. «Aujourd'hui, avoir un rendez-vous avec le Premier ministre luxembourgeois ne prend que quinze minutes! Il est facile d'acheter une société. Et le seul vrai problème reste de savoir quoi en faire...»

Des impacts indirects peut-être à venir

Enfin, depuis le début de l'année, la banque russe installée à Chypre, RCB Bank, a créé une succursale à Luxembourg. Probablement une conséquence de la crise du secteur bancaire chypriote de mars 2013, sauvé in extremis par l'UE.

Pour le directeur général de l'ALFI, Camille Thommes, «il est encore trop tôt pour mesurer l'impact. Les avoirs russes détenus par des fonds d'investissement au Luxembourg sont de l'ordre de 500 millions sur 2.854 milliards au total. Il faudra plutôt regarder comment les sociétés européennes qui font du business en Russie seront impactées par les sanctions et comment les investissements en valeurs mobilières russes par des fonds luxembourgeois seront touchés.»

Hors secteur financier, il existe de nombreux projets en relation avec la Russie pour des entrepreneurs luxembourgeois. Que ce soit, entre autres, pour Arendt et Medernach implanté à Moscou depuis quelques années, Paul Wurth, Cargolux, MyEnergie GIE ou encore l'Office Ducroire, par exemple: le Luxembourg est le troisième investisseur mondial en Russie avec près de 50 milliards de dollars (37 milliards d'euros).

En raison de la crise avec l'Ukraine, la mission économique du ministre de l'Economie, Etienne Schneider, prévue du 5 au 6 mars, avait été repoussée sine die.

Hier, le président russe, Vladimir Poutine, a interdit pour un an les importations de produits agro-alimentaires de pays qui sanctionnent la Russie...